

BTS BANQUE CONSEILLER DE CLIENTÈLE

ÉPREUVE FACULTATIVE EF2 CERTIFICATION PROFESSIONNELLE

SESSION 2023

Durée : 2 heures

Document et matériel : aucun document ou matériel n'est autorisé.

Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

Le sujet se compose de 14 pages, numérotées de 1/14 à 14/14.

BTS BANQUE CONSEILLER DE CLIENTÈLE		Session 2023
Certification professionnelle	Code : 23BQEFCP	Page : 1/14

Recommandations importantes aux candidats :

- Vous disposez d'un sujet comportant 120 questions à réponse unique, numérotées de 1 à 120 et d'une grille réponse personnalisée sur laquelle vous reporterez les réponses aux questions posées par le sujet.
- Vous disposez de deux grilles individuelles. L'une sert de brouillon (grille sur papier de couleur), l'autre (sur papier blanc) vous sert à reporter définitivement vos réponses. Il convient, sur cette grille définitive, de cocher à l'aide d'une croix la case correspondant à la réponse à chaque question, en veillant à bien centrer la croix dans la case comme indiqué ci-dessous, sans dépasser le contour de la case.

A	<input type="checkbox"/>
B	<input checked="" type="checkbox"/>
C	<input type="checkbox"/>

Pour chaque question, une seule réponse est exacte. Vous ne devez donc retenir **qu'une seule proposition de réponse**. Si vous cochez plus d'une proposition, votre réponse sera considérée comme nulle. Les QRU (Questions à Réponse Unique) présentent **3 propositions**, une seule étant juste.

Exemple : À l'Actif du bilan d'une société, il y a :

- a) les capitaux propres
- b) les immobilisations
- c) les dettes à long terme

Il convient de cocher la réponse b) « les immobilisations ».

- Veuillez à compléter proprement votre grille définitive à l'aide d'un stylo à bille de couleur noire. Toute grille raturée ou non proprement remplie ne pourra pas être corrigée dans sa totalité. Aucune autre grille ne vous sera distribuée. Il est donc conseillé de travailler d'abord au crayon à papier sur la grille de brouillon (papier de couleur) avant de reporter sur la grille définitive (papier blanc) les croix au stylo à bille noir.
- Les sujets sont conservés par les candidats. Seules les grilles réponses définitives sont remises aux surveillants de salle à la fin de l'épreuve.

Le temps imparti à cette épreuve (2 heures) suffit amplement pour lire les questions avec attention, travailler les réponses d'abord sur la grille de brouillon, puis les reporter sur la grille définitive après les avoir soigneusement vérifiées.

1 - Dans quel document sont définies les missions de l'AMF ?

- a) Le code monétaire et financier
- b) Une instruction du Ministère de l'économie et des finances
- c) La constitution

2 - Les fonctions de membre du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières (CCLRF) sont-elles rémunérées ?

- a) Oui, la rémunération est votée en assemblée générale par les membres eux-mêmes
- b) Oui, selon un barème fixé par décret en Conseil d'État
- c) Non, elles sont exercées gratuitement

3 - Quel est l'objectif principal du passeport européen ?

- a) L'enregistrement centralisé des statuts des sociétés des prestataires de services d'investissement (PSI)
- b) La reconnaissance mutuelle des diplômes entre pays européens
- c) La libre prestation de services au sein de l'Union européenne

4 - L'Autorité Bancaire Européenne (EBA en anglais) a pour objectif :

- a) De sauvegarder la stabilité et l'efficacité du système bancaire et se focalise particulièrement sur tout risque présenté par des établissements financiers dont la défaillance risque d'entraver le fonctionnement du système financier ou de l'économie réelle
- b) De créer un fonds commun de recouvrement de toutes les dettes européennes
- c) De superviser l'AMF

5 - La directive dite CRD (Capital Requirement Directive) fixe les règles à suivre par les établissements de crédit en termes de niveau de fonds propres nécessaires. Cette directive transcrit en droit européen les recommandations issues d'un accord international atteint sous l'égide :

- a) Du comité de Bâle au sein de la Banque des Règlements Internationaux
- b) Du Groupe d'Action Financière (GAFI)
- c) Du Fonds Monétaire International (FMI)

6 - Le CIF est habilité :

- a) À fournir une recommandation personnalisée à un client concernant des transactions portant sur des instruments financiers
- b) À fournir un service de gestion de portefeuille pour le compte de tiers
- c) À fournir un service de gestion de portefeuille pour son compte propre

7 - Quelle autorité dispose d'un pouvoir de contrôle et de sanctions sur les Conseillers en Investissement Financier ?

- a) L'AMF
- b) L'Association des Conseillers en Investissement Financiers (ACIF)
- c) L'ACPR

8 - Quelle est la condition préalable pour qu'un conseiller en investissements financiers puisse formuler un conseil ?

- a) Être le représentant d'un IOBSP
- b) Faire signer une lettre de mission à son client
- c) Être immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés pour son activité

9 - Pour la France, la politique monétaire est décidée par :

- a) La Banque de France
- b) La BCE (Banque Centrale Européenne)
- c) Le Parlement

10 - Qu'appelle-t-on « fluctuations intraday » ?

- a) L'évolution du risque de contrepartie au cours d'une séance de Bourse
- b) Les variations du cours d'une action entre le cours de clôture du jour précédent et le cours d'ouverture
- c) Les variations du cours d'une action durant la journée, entre l'ouverture et la clôture

11 - Les marchés émergents sont caractérisés par une :

- a) Faible volatilité
- b) Faible liquidité
- c) Forte efficience

12 - Qu'est-ce qui a provoqué la fameuse crise des « subprimes » ?

- a) Un encadrement strict du crédit hypothécaire après une période de « crédits rechargeables » aux USA
- b) Une hausse conséquente du chômage provoquant des difficultés de paiement pour les ménages
- c) La hausse des taux directeurs de la Fed qui a alourdi les charges des emprunteurs à taux variable

13 - À quels établissements les dispositions en matière d'exigence de caractère approprié et d'exécution simple de la directive MIF 2 s'appliquent ?

- a) Uniquement aux établissements de crédit
- b) Uniquement aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement
- c) Aux établissements de crédit, aux entreprises d'investissement et aux sociétés de gestion recevant et traitant des ordres de souscriptions/rachats

14 - Dans quel cas les sociétés de gestion ont-elles besoin d'être agréées par l'AMF ?

- a) Quand elles offrent des services de titrisation
- b) Quand elles proposent des services d'épargne forestière
- c) Quand leur objet social unique est la gestion de produits collectifs

15 - Quel est le rôle principal de la fonction de conformité pour un prestataire de services d'investissement (PSI) ?

- a) La validation du Règlement général de l'AMF
- b) Le contrôle et la sanction des manquements
- c) Le contrôle et l'évaluation des procédures

16 - Pour une société de gestion, quels sont les deux niveaux des dispositifs de contrôle interne et de conformité ?

- a) Le contrôle permanent, intégrant le dispositif de conformité, et le contrôle périodique
- b) Le contrôle de gestion et le contrôle des risques
- c) L'audit interne et le contrôle interne

17 - Les mesures prises par un prestataire de services d'investissement pour séparer les activités susceptibles d'engendrer des conflits d'intérêts sont appelées :

- a) Mur de l'Atlantique
- b) Paravent de Chine
- c) Murailles de Chine

18 - En matière de gestion des conflits d'intérêts, un conseiller en investissements financiers établit une politique :

- a) Qui est indépendante de la taille de son entité
- b) Qui doit demeurer opérationnelle et appropriée au regard de sa taille et de son organisation
- c) Qui est indépendante de la complexité de son activité

19 - Dans quel cas le médiateur de l'AMF peut-il intervenir ?

- a) Pour les réclamations émanant d'un client professionnel uniquement
- b) Pour les réclamations émanant d'un client non professionnel uniquement
- c) Pour les réclamations émanant des clients professionnels ou non professionnels

20 - La saisine du médiateur de l'Autorité des Marchés Financiers est :

- a) Ouverte uniquement aux professionnels des marchés financiers
- b) Une procédure créée uniquement pour répondre à une action de groupe
- c) Reçue de tout intéressé dont les réclamations entrent par leur objet dans sa compétence sous réserve qu'aucune procédure judiciaire n'ait été engagée

21 - Les obligations des prestataires de services d'investissements en matière de LCB-FT consistent notamment à :

- a) Mener un examen renforcé de toute opération supérieure à 150 000 euros
- b) Mener une approche par les risques afin de déterminer le niveau de vigilance adapté
- c) Mener un examen renforcé de toutes les opérations sur titres

22 - L'acronyme anglais KYC qui signifie « know your customer » :

- a) Désigne un logiciel de gestion de la relation commerciale avec un client
- b) Renvoie à la notion de connaissance approfondie d'un client, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme
- c) Aucune réponse ne convient

23 - Que préconise le Groupe d'action financière (GAFI) aux régulateurs nationaux en cas de soupçon d'utilisation des crypto-actifs à des fins de financement du terrorisme ?

- a) Geler sans délai l'ensemble des fonds ou autres avoirs du propriétaire de ces crypto-actifs
- b) Mener sans délai le contrôle de protocoles de ces actifs numériques
- c) Ouvrir sans délai une enquête auprès des services de renseignement

24 - Une personne qui vend ou achète des titres d'une société cotée, pour elle-même ou pour un tiers, car elle a eu connaissance d'une information encore confidentielle grâce à sa profession, réalise :

- a) Une diffusion de fausse information
- b) Une manipulation de cours
- c) Un délit d'initié

25 - Quel est l'objectif principal des listes d'initiés ?

- a) Fournir des fichiers de clients potentiels aux émetteurs
- b) Apporter une meilleure maîtrise des flux d'information privilégiées et faciliter d'éventuelles enquêtes du régulateur
- c) Répertorier les personnes les plus compétentes dans le domaine

26 - Qui est en charge de la délivrance des cartes de démarchage aux personnes se livrant à une activité de démarchage bancaire ou financier ?

- a) L'Autorité des Marchés Financiers (AMF)
- b) Le Ministère de l'économie
- c) La personne pour le compte de laquelle ces personnes agissent

27 - La mise en œuvre du droit de rétractation impose au client :

- a) D'indiquer ses motifs
- b) De payer le prix correspondant à l'utilisation du produit ou du service financier fourni prorata temporis, sans motif ni pénalité
- c) Les deux

28 - Lorsqu'une entreprise d'investissement agit à la fois en tant que producteur et distributeur :

- a) Une seule évaluation du marché cible est requise
- b) Aucune évaluation du marché cible n'est requise
- c) Deux évaluations du marché cible sont requises en tant que producteur et distributeur

29 - Un démarcheur mandaté par un établissement de crédit peut proposer :

- a) Tous types de produits à son client
- b) Tous types de produits à son client uniquement au domicile du client
- c) Les opérations et services pour lesquels il a reçu mandat et qui figurent sur sa carte de démarcheur

30 - Quel document d'information doit-on obligatoirement remettre à un souscripteur d'OPC ?

- a) Le document d'information détaillé de l'OPC
- b) Le document d'informations clés de l'OPC (DIC)
- c) Le rapport annuel de la société de gestion

31 - L'affichage du niveau de risque et de rendement d'un produit dans le Document d'informations clés (DIC) est présenté :

- a) Sur une échelle allant de 1 à 5
- b) Sur une échelle allant de 1 à 7
- c) Sur une échelle allant de 1 à 10

32 - Lorsqu'un prestataire de services d'investissement autre qu'une société de gestion de portefeuille constate qu'un client professionnel ou une contrepartie éligible ne remplit plus les conditions qui lui valaient d'être catégorisé comme tel :

- a) Il doit prendre les mesures appropriées
- b) Il doit attendre d'être contacté par le client
- c) Il doit mettre fin à la relation contractuelle

33 - Quelle catégorie de client ne fait pas partie des définitions contenues dans la directive européenne MIF2 ?

- a) Les prospects
- b) Les clients non professionnels
- c) Les contreparties éligibles

34 - Les PSI (Prestataires de Services d'Investissement) doivent classer leurs clients en trois catégories : les clients non professionnels, les clients professionnels et les contreparties éligibles. Un client peut demander à :

- a) Changer de catégorie
- b) Ne pas être classé
- c) Choisir lui-même sa catégorie

35 - Depuis la mise en place de Directive européenne 2004/39/CE dite « Marchés d'Instruments Financiers », les clients sont en droit de connaître la catégorie de classification à laquelle ils appartiennent :

- a) Dans tous les cas
- b) Dans certains cas
- c) En aucun cas

36 - Les clients non-professionnels bénéficient :

- a) Du plus bas degré de protection en tant qu'investisseur
- b) Du plus haut degré de protection en tant qu'investisseur
- c) Du même niveau de protection que tous les autres investisseurs

37 - Au sein d'une entreprise d'investissement, le secret professionnel :

- a) Interdit absolument la communication d'informations
- b) Interdit la communication d'informations sauf accord du client ou circonstances particulières
- c) Interdit la communication d'informations sauf autorisation d'une agence de notation

38 - L'obligation de conservation des enregistrements par les prestataires de services d'investissement (PSI) autres que les sociétés de gestion de portefeuille en relation avec les transactions conclues concerne :

- a) Uniquement l'enregistrement des conversations téléphoniques
- b) Uniquement l'enregistrement des communications électroniques
- c) L'enregistrement des conversations téléphoniques ou des communications électroniques

39 - Quelle est la proposition exacte concernant l'information sur les instruments financiers qu'un PSI doit donner à un investisseur potentiel ?

- a) Les performances passées constituent le thème central de l'information
- b) Le PSI n'est pas tenu de présenter les risques liés aux instruments financiers
- c) L'information doit être claire, exacte et non trompeuse

40 - Avant de prodiguer un conseil en investissements financiers à un client, un conseiller doit lui préciser un certain nombre d'informations. Laquelle parmi les suivantes doit lui être obligatoirement communiquée ?

- a) Si le conseil est indépendant ou non
- b) Si le conseiller dispose de la certification professionnelle des professionnels des marchés
- c) Le montant de la couverture de son assurance de responsabilité civile

41 - Dans le cadre d'un conseil indépendant, le CIF :

- a) Peut conserver les avantages monétaires perçus d'un tiers s'il en indique la provenance à l'AMF
- b) Ne peut pas conserver les avantages monétaires reçus d'un tiers
- c) Peut conserver les avantages monétaires perçus d'un tiers s'il les partage avec son client

42 - Si le prix d'une prestation de service d'investissement n'est pas déterminé :

- a) Il faut informer le client dès que possible lorsque le prix devient déterminable
- b) Il faut indiquer au client les modalités de calcul qui permettront de l'établir
- c) Le prix n'est transmis que si le client en fait la demande

43 - Les conseillers en investissement agissant de manière indépendante :

- a) Doivent disposer d'un éventail limité d'instruments financiers pour éviter de se disperser
- b) Doivent disposer d'un éventail diversifié d'instruments financiers
- c) Ne peuvent diffuser que des produits financiers conçus par eux-mêmes

44 - Quel est l'objectif de l'évaluation de l'adéquation réalisée par les prestataires de services d'investissement dans le cadre de la fourniture de services d'investissement de gestion de portefeuille pour le compte de tiers à des clients ?

- a) Permettre à ces prestataires d'agir au mieux des intérêts de leurs clients
- b) Amener leurs clients à décider par eux-mêmes du caractère adéquat ou non d'un investissement
- c) Faire peser sur le client la responsabilité de la reconnaissance du caractère adéquat d'un investissement

45 - En vue de fournir un service autre que le conseil en investissement ou la gestion de portefeuille pour le compte de tiers, le Prestataire de Services d'Investissement doit s'enquérir auprès de son client notamment potentiel, de ses connaissances et expérience en matière d'investissement. Dans quel but ?

- a) Pour savoir s'il accepte les frais encourus sur l'opération
- b) Pour savoir s'il accepte la durée de l'investissement uniquement
- c) Pour déterminer si le service ou le produit proposé est approprié au profil investisseur du client

46 - L'évaluation de l'adéquation réalisée afin de pouvoir recommander aux clients des produits ou des services adéquats relève de la responsabilité :

- a) Du prestataire de services d'investissement
- b) De l'AMF
- c) Des clients

47 - Parmi les propositions suivantes, laquelle peut constituer un lieu d'exécution des ordres ?

- a) Un internalisateur systématique
- b) Une chambre de compensation
- c) Un dépositaire central

48 - Lorsque les prestataires de services d'investissement autres que les sociétés de gestion de portefeuille exécutent des ordres pour le compte de clients non professionnels, sur quelle base le meilleur résultat possible est-il déterminé ?

- a) Sur la base du coût total
- b) Sur la base du seul prix de l'instrument financier
- c) Sur la base choisie librement par le prestataire

49 - Que doit faire le PSI fournissant le service de réception et de transmission d'ordres lorsqu'il transmet des ordres de clients à d'autres entités pour exécution ?

- a) Il est tenu d'appliquer sa politique d'exécution des ordres (obligation de « best execution »)
- b) Il est tenu d'appliquer sa politique de sélection des intermédiaires (obligation de « best selection »)
- c) Il est tenu d'appliquer sa politique de réception des ordres (obligation de « best registration »)

50 - Qui fixe la rémunération perçue par un PSI en tant qu'intermédiaire négociateur et transmetteur d'ordre ?

- a) Le PSI lui-même
- b) L'AMF
- c) L'entreprise de marché

51 - Lorsque le document d'information clé pour l'investisseur mentionne la présence de commissions de surperformance, celles-ci :

- a) Rémunèrent la société de gestion lorsque le fonds a dépassé les objectifs de performance
- b) Rémunèrent le distributeur s'il a dépassé ses objectifs de commercialisation
- c) Viennent en déduction des frais de gestion

52 - Une procuration :

- a) Ne requiert pas l'acceptation du mandataire
- b) Nécessite obligatoirement la signature d'un acte notarié entre le mandant et le mandataire
- c) Nécessite la signature d'un acte sous seing privé voire notarié entre le mandant et le mandataire

53 - À quelle condition la procédure de rétablissement personnel est-elle ouverte ?

- a) La procédure de rétablissement personnel peut être ouverte lorsque le débiteur se trouve dans une situation irrémédiablement compromise
- b) La procédure de rétablissement personnel est systématiquement ouverte au-delà de deux créanciers
- c) La procédure de rétablissement peut être ouverte quelle que soit le niveau de difficulté financière du débiteur

54 - En France, quel est le plafond d'indemnisation des comptes courants par déposant et par établissement, en cas de résolution bancaire ?

- a) 10 000 Euros
- b) 50 000 Euros
- c) 100 000 Euros

55 - Comment est déterminé le plafond du système d'indemnisation des investisseurs par le Fonds de garantie des titres ?

- a) Par investisseur et par établissement pour l'ensemble des comptes titres ouverts dans cet établissement
- b) Par investisseur et par établissement pour chacun des comptes titres ouverts dans l'établissement
- c) Par investisseur pour tous ses comptes titres ouverts dans tous les établissements

56 - L'AMF interdit la commercialisation, la distribution et la vente, en France ou à partir de la France, d'options binaires à des :

- a) Clients professionnels
- b) Clients non professionnels
- c) Clients professionnels, clients non professionnels et contreparties éligibles

57 - Existe-t-il un risque de marché sur la valeur d'une obligation ?

- a) Non, le seul risque est celui du non-remboursement à l'échéance
- b) Oui, la revente avant l'échéance peut entraîner une perte
- c) Non, le nominal est toujours garanti

58 - Qu'appelle-t-on le risque encouru par un investisseur qui n'a pas réussi à vendre ses actions à cause d'une panne informatique ?

- a) Risque opérationnel
- b) Risque de liquidité
- c) Risque de taux

59 - Le risque de liquidité d'un instrument financier est :

- a) La difficulté pour un investisseur de trouver une contrepartie à l'achat ou à la vente
- b) Le risque de fluctuation des prix sur le marché lié à l'évolution des taux d'intérêt
- c) Un risque lié au remboursement de la dette par l'émetteur

60 - Lorsqu'une société distribue une part de ses bénéfices, la somme éventuelle revenant à chaque actionnaire s'appelle :

- a) Un intérêt
- b) Un dividende
- c) Un coupon

61 - Parmi les affirmations suivantes, laquelle est exacte ?

- a) Les actions donnent droit au versement d'un intérêt annuel
- b) Les actions protègent les investisseurs d'une perte en capital
- c) Les actions permettent à leurs détenteurs de participer aux assemblées générales des entreprises émettrices

62 - Le PER (Price Earning Ratio) correspond :

- a) Au cours de bourse divisé par le bénéfice net par action
- b) À la capitalisation boursière d'une société divisée par son nombre d'actions
- c) Au ratio prix de vente sur prix de revient d'une action

63 - D'une manière générale, lorsque les taux d'intérêt baissent, le cours des obligations à taux fixe :

- a) Baisse
- b) Monte
- c) Reste stable

64 - Le prix d'émission au pair d'une obligation est égal à :

- a) 10 % de sa valeur nominale
- b) 50 % de sa valeur nominale
- c) 100 % de sa valeur nominale

65 - Comment évolue généralement la valeur d'une obligation à taux fixe sur le marché secondaire ?

- a) Elle augmente lorsque les taux d'intérêt de marché augmentent
- b) Elle ne change pas lorsque les taux d'intérêt de marché augmentent
- c) Elle baisse lorsque les taux d'intérêt de marché augmentent

66 - Le taux Euribor couvre des durées :

- a) D'une semaine à un an
- b) D'un an à 5 ans
- c) Inférieures à 10 jours uniquement

67 - L'Euribor est un taux de référence :

- a) Défini uniquement sur une échéance de 3 mois
- b) Défini uniquement sur une échéance de 1 jour
- c) Défini pour toute une série d'échéances monétaires

68 - Une obligation à bon de souscription en action (OBSA) permet :

- a) D'acquérir des actions
- b) D'acquérir des obligations
- c) D'acquérir des bons de souscription

69 - Par rapport à un contrat d'assurance monosupport en euros, un contrat d'assurance multisupport :

- a) Est plus risqué
- b) Est moins risqué
- c) Présente les mêmes risques

70 - Le compte d'épargne logement (CEL) a une durée :

- a) Illimitée
- b) De 5 ans
- c) De 15 ans

71 - Les produits dérivés :

- a) Sont des produits financiers négociés sur les marchés de pays émergents
- b) Sont des produits dont la valeur fluctue en fonction d'un actif appelé sous-jacent
- c) Sont des produits uniquement négociés sur des marchés réglementés

72 - Comment est calculée la valeur liquidative d'un OPC ?

- a) Cette valeur est obtenue en divisant le nombre de ses parts par la valeur globale de l'actif net de l'OPC
- b) Cette valeur est obtenue en divisant la valeur globale de l'actif net de l'OPC par le nombre de ses parts
- c) Cette valeur est obtenue en divisant le nombre de ses parts par la valeur globale du passif de l'OPC

73 - Par qui sont distribués les OPC ?

- a) Par les Conseillers en investissements financiers uniquement
- b) Par la société de gestion uniquement
- c) Par des distributeurs (réseaux bancaires, banques et courtiers en ligne, conseillers en investissements financiers, etc.) ou par la société de gestion

74 - En matière de biens divers, auprès de quelle autorité sont déposés les projets de documents d'information ?

- a) L'AMF
- b) L'ACPR
- c) Le Ministère de l'économie et des finances

75 - Parmi ces produits, lequel fait partie des « biens divers » ?

- a) Un bon de souscription d'actions
- b) Un contrat d'assurance-vie en unités de compte
- c) Un placement dans des bouteilles de vin

76 - Une ICO :

- a) Permet toujours d'acquérir une part de l'entreprise concernée
- b) N'offre aucun droit d'usage sur le service concerné
- c) Est une méthode de levée de fonds fonctionnant via l'émission d'actifs numériques échangeables contre des cryptomonnaies durant la phase de démarrage d'un projet

77 - Les crypto-actifs comme le Bitcoin, l'Ether... :

- a) N'ont pas cours légal en France
- b) Ont cours légal dans l'Union Européenne
- c) Sont échangeables à tout moment contre des euros selon une parité fixée par la BCE

78 - La fonction principale d'un dépositaire est :

- a) La conservation des actifs et le contrôle de la régularité des décisions de l'OPCVM
- b) La négociation des prix
- c) La commercialisation de l'OPCVM

79 - Quelles obligations un mandat de gestion de portefeuille génère-t-il ?

- a) Une obligation de loyauté et une obligation de moyen
- b) Une obligation de résultat et une obligation de transparence
- c) Une obligation de résultat et une obligation de loyauté

80 - La méthodologie utilisée par un administrateur pour déterminer un indice de référence doit être développée, utilisée et gérée de manière :

- a) Secrète
- b) Discrète
- c) Transparente

81 - Qu'est-ce que l'horizon de placement ?

- a) Il s'agit de la durée pendant laquelle un investisseur envisage de détenir un produit financier (court, moyen ou long terme)
- b) Il s'agit de l'objectif que se fixe un investisseur quant au rendement d'un produit financier (par exemple 2 % sur un an)
- c) Il s'agit du type de produit financier qu'un investisseur envisage d'acquérir (action, obligation...)

82 - Dans le cadre de la gestion individuelle sous mandat, l'investisseur :

- a) Donne procuration au gérant
- b) S'en remet à la gestion collective
- c) Gère son portefeuille sur Internet

83 - Les textes régissant la gestion collective émanent, entre autres :

- a) Du Règlement général de l'ACPR
- b) Du Code des assurances
- c) Du Règlement général de l'AMF

84 - Dans une société, quels types d'investisseurs peuvent accéder aux fonds d'épargne salariale ?

- a) Uniquement les managers
- b) Uniquement les salariés non cadres
- c) Tous les salariés

85 - Le portefeuille d'un OPCVM :

- a) Doit être exclusivement investi en actions
- b) Doit être investi essentiellement dans des valeurs mobilières et/ou des instruments du marché monétaire
- c) Doit être exclusivement investi en produits dérivés

86 - Les FCP qui offrent à leurs détenteurs une garantie de capital à une échéance donnée sont classés par l'AMF dans la catégorie :

- a) Des OPC monétaires
- b) Des OPC à formule
- c) Des OPC diversifiés

87 - Qu'est-ce qu'une gestion indicielle ?

- a) Une gestion dite « passive » consistant à reproduire la performance de l'indice de référence
- b) Une gestion dite « active », indice de la performance du gérant
- c) Une gestion basée sur les indications des analystes

88 - Dans le cadre de la notation extra-financière, quels critères peuvent être retenus ?

- a) La contribution à l'amélioration de la santé publique
- b) Le niveau d'endettement
- c) La liquidité

89 - Qu'est-ce que la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) ?

- a) L'exclusion de l'univers d'investissement des entreprises ne répondant pas à des critères socio-environnementaux minimaux
- b) L'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales
- c) L'investissement d'une part substantielle de son chiffre d'affaires dans des associations caritatives

90 - La notation extra-financière :

- a) Se concentre sur les ratios de solvabilité d'une entreprise
- b) Se focalise sur l'évaluation comptable d'une entreprise
- c) Intègre les comportements environnementaux et sociaux d'une entreprise

91 - À laquelle des trois catégories de critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance), l'absence de discriminations est-elle rattachée ?

- a) Aux critères environnementaux
- b) Aux critères sociaux
- c) Aux critères de gouvernance

92 - Pour un OPC, quelle forme peut prendre une stratégie d'investissement socialement responsable (ISR) ?

- a) La prise de participations dans des sociétés innovantes
- b) L'exclusion de secteurs comme l'armement
- c) L'investissement dans des fonds d'épargne salariale

93 - Le label Finansol permet de diriger l'épargne vers :

- a) Les projets solidaires notamment liés à l'accès à l'emploi et au logement
- b) Le secteur de la musique en particulier les musiques urbaines
- c) Le secteur des énergies solaires en France

94 - Les investissements ISR (investissements socialement responsables) :

- a) Sont des investissements réalisés dans le secteur des nouvelles technologies
- b) Sont une forme d'investissement durable
- c) Sont réservés aux investisseurs institutionnels

95 - Parmi les labels suivants, lequel est un label soutenu par le Ministère de l'Économie et des Finances et qui garantit le respect par les fonds accessibles aux clients non-professionnels du respect de critères ESG ?

- a) Label Finansol
- b) Label Greenfin
- c) Label ISR

96 - Quel label contribue à atteindre les objectifs climatiques de la France, notamment sur la réduction de gaz à effet de serre ?

- a) Le label ISR
- b) Le label Bas-carbone
- c) Le label ESUS

97 - Un placement dans un fonds ISR vise :

- a) Exclusivement à générer un impact social et environnemental
- b) À concilier performance financière avec impact social et environnemental
- c) À financer des activités choisies en fonction de leur utilité effective en matière de lutte contre l'exclusion, de cohésion sociale et de développement durable

98 - Parmi les critères suivants, lequel est un critère pouvant être pris en compte dans le cadre du pilier « S » des critères « Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance » (ESG) ?

- a) Les émissions de CO2
- b) La transparence de la rémunération des dirigeants
- c) L'emploi des personnes handicapées

99 - Parmi les labels suivants, lequel vise à distinguer les produits d'épargne solidaire qui contribuent au financement d'activités génératrices d'utilité sociale et/ou environnementale par le biais de critères de solidarité et de transparence ?

- a) Label Finansol
- b) Label Greenfin
- c) Label CIES

100 - Les fonds labellisés ISR :

- a) Sont des placements remplissant des objectifs financiers et extra-financiers suivant les critères ESG
- b) Sont des placements dans des entreprises à faible risque de défaut
- c) Sont des placements dans des entreprises non-cotées

101 - Parmi les principales stratégies d'investissement socialement responsables, on retrouve :

- a) L'approche « Best in class »
- b) L'approche CORE
- c) L'approche « Value Added »

102 - Quelle est la démarche d'un gérant d'OPC pratiquant un engagement actionnarial ?

- a) L'exercice actif des droits de vote en assemblées générales
- b) L'investissement dans des « obligations vertes »
- c) L'exclusion des entreprises d'armement

103 - Le Service de Règlement Différé (SRD) permet :

- a) Le dénouement de l'opération 3 jours après l'exécution de l'ordre
- b) Le dénouement de l'opération le dernier jour du mois boursier
- c) Le report de la position acheteuse uniquement

104 - Euronext Paris a organisé son marché en trois segments A, B, C, basés sur :

- a) La date d'introduction à la cote des entreprises
- b) La capitalisation boursière des entreprises
- c) Le nombre de transactions quotidiennes sur le titre d'une société

105 - Un ordre « jour » :

- a) Comporte une durée de validité comprise entre 2 et 7 jours
- b) Est enregistré un jour donné pour être exécuté le jour suivant
- c) Sera retiré du marché en cas de non-exécution dans la journée

106 - L'ordre « au marché » permet :

- a) D'acheter ou de vendre sans limite de prix
- b) De maîtriser le prix d'exécution
- c) De se protéger contre les fluctuations du marché

107 - Après chaque opération, les prestataires de services d'investissement (PSI) doivent fournir un certain nombre d'informations à leurs clients. Notamment :

- a) L'indication de l'heure d'exécution de l'ordre
- b) L'identité de la personne qui a exécuté l'ordre
- c) La rentabilité projetée à un an de l'opération

108 - Un animateur de marché :

- a) Est chargé de gérer un marché OTC
- b) Assure la liquidité d'un titre d'une société cotée
- c) Négocie les titres à « la corbeille » pour ses clients

109 - Qui calcule l'indice CAC 40 ?

- a) La société de diffusion de données « Bloomberg »
- b) Les services statistiques de l'AMF
- c) L'entreprise de marché Euronext Paris

110 - Qui approuve les règles de fonctionnement du dépositaire central ?

- a) L'AFTI - Association Française des professionnels des Titres
- b) La Banque de France
- c) L'AMF

111 - En France, la fonction de dépositaire central est assurée par :

- a) Euronext France
- b) Euroclear France
- c) La Banque de France

112 - En matière de règlement-livraison, quelle affirmation est correcte ?

- a) Le transfert de la propriété des titres s'opère au moment du dénouement du règlement-livraison
- b) Le transfert de la propriété des titres s'opère au moment de la négociation
- c) Le transfert de propriété n'est effectif que pour les opérations négociées en bourse

BTS BANQUE CONSEILLER DE CLIENTÈLE		Session 2023
Certification professionnelle	Code : 23BQEFCP	Page : 13/14

113 - Sur quel marché peut-on acheter et vendre des titres déjà créés ?

- a) Le marché primaire
- b) Le marché secondaire
- c) Le marché tertiaire

114 - Parmi les offres suivantes, laquelle est une offre publique d'échange (OPE) ?

- a) Une offre où l'acquisition des titres par l'initiateur est proposée contre une somme en espèces
- b) Une offre où l'acquisition des titres est proposée en échange d'autres titres cotés, émis ou à émettre
- c) Une offre où le règlement s'effectue en partie en titres et en partie en espèces

115 - Dans le bilan d'une société, le passif représente :

- a) Uniquement les dettes
- b) L'ensemble des ressources (capitaux propres et dettes)
- c) L'ensemble des charges à payer

116 - Quel poste parmi les suivants figure au passif du bilan comptable d'une société ?

- a) Les dettes fournisseurs
- b) Les stocks
- c) Les créances clients

117 - Sur le marché réglementé des actions, l'obligation d'information dans le cas de franchissement de seuils s'applique :

- a) Uniquement dans le cas d'un franchissement à la hausse
- b) Uniquement dans le cas d'un franchissement à la baisse
- c) Dans le cas d'un franchissement à la hausse comme à la baisse

118 - Les dividendes sont :

- a) Soumis à des prélèvements sociaux
- b) Exonérés de prélèvements sociaux
- c) Soumis à la taxe spéciale sur les opérations de Bourse

119 - Les PEL (Plan d'Épargne Logement) ouverts depuis le 1^{er} janvier 2018 sont :

- a) Exonérés d'impôt sur le revenu jusqu'à la veille du 12^e anniversaire du contrat
- b) Taxables au titre du PFU (Prélèvement Forfaitaire Unique) dès la 1^{re} année
- c) Taxables au titre du PFU au bout de 10 ans

120 - Quels sont les bénéfices imposables dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) pour l'application de l'impôt sur le revenu ?

- a) Les bénéfices réalisés par des personnes physiques et provenant de l'exercice d'une profession libérale
- b) Les bénéfices réalisés par des personnes physiques et provenant de placements financiers
- c) Les bénéfices réalisés par des personnes physiques et provenant de l'exercice d'une profession commerciale, industrielle ou artisanale